



Kennedy, l'apesanteur du mythe

Par [Germán Gorraiz López](#)

Mondialisation.ca, 28 novembre 2023

[Observateur continental](#) 27 novembre 2023

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#), [Services de renseignements](#)

FK a créé un précédent en étant le premier président catholique et le plus jeune président élu des États-Unis (43 ans), entrant dans l'histoire comme une icône de sa génération et laissant en héritage sa phrase («Ich bin ein Berliner») pour les générations ultérieures. Doté d'un charisme personnel indéniable, de télégenie et du pouvoir de la parole, avec l'aide inestimable de la première dame Jackie, JFK laissera son empreinte personnelle sur la Maison Blanche et sur la vie présidentielle américaine hiératique (rappelant l'esprit de Camelot) grâce à son glamour, son indépendance personnelle et l'extraordinaire impact médiatique de ses voyages et interventions publiques.

Ainsi, le célèbre débat télévisé Kennedy-Nixon de 1960, au cours duquel 70 millions de téléspectateurs assistèrent au premier débat présidentiel diffusé à la télévision dans l'histoire des États-Unis, marquera le début de l'utilisation des médias audiovisuels par les candidats à la présidentielle pour l'impact médiatique pour pallier la méconnaissance ou la simple inexistence par les électeurs de leur programme électoral.

De même, cela représenterait la transition de la fin de l'après-guerre à l'aube de la mondialisation, en appliquant des mesures keynésiennes comme un baume contre la récession économique qu'il recevra en héritage (5 millions de chômeurs au début de son mandat). L'ensemble de ces mesures sera cependant clairement inefficace et favorisera dans la plupart des cas les classes supérieures (réduction d'impôts).

D'autre part, son attrait indéniable pour la politique étrangère l'a amené à choisir comme vice-président un homme politique du Sud ayant fait ses preuves pour contrecarrer sa jeunesse et son inexpérience politique, le sénateur du Texas (Lyndon B. Johnson), qui s'occupera des affaires intérieures et de la présidence du pays pour des raisons tragiques ainsi que cristalliser les initiatives inachevées de son prédécesseur lors d'un mandat présidentiel ultérieur (la loi sur l'immigration et la nationalité, promue par Edward Kennedy (1965), condamnant incidemment l'ostracisme politique du Parti républicain plongé dans des luttes internes).

Désaccords Kennedy-Israël. Bien que Kennedy ait bénéficié du soutien explicite du lobby sioniste pour remporter son élection présidentielle (il a reçu 500.000 dollars pour sa campagne et 80% des voix juives) et après être intervenu auprès de l'AIPAC pour garantir le soutien inconditionnel traditionnel des États-Unis à Israël comme en plus d'avoir autorisé la première vente importante d'armes américaines à Israël en 1963, son mandat fut caractérisé par un refroidissement de ses relations avec Ben Gourion.

Ainsi, Laurent Guyénot dans son article *Kennedy, le lobby et la bombe*, [affirme](#) que depuis le début des années 1950, le Premier ministre israélien Ben Gourion avait entrepris la fabrication secrète de bombes atomiques, déformant ainsi l'objectif initial du programme de

coopération pacifique Atom for Peace, lancé sous le mandat d'Eisenhower.

Selon Guyénot, l'objectif de Kennedy n'était pas d'empêcher Israël de disposer de l'arme nucléaire mais s'inscrivait dans un projet bien plus ambitieux, qu'il [avait déjà annoncé](#) le 25 septembre 1961 devant l'Assemblée générale de l'ONU: «Chaque homme, femme et enfant vit sous une épée nucléaire de Damoclès, suspendue au plus mince des fils, susceptible d'être coupée à tout moment par accident, par erreur de calcul ou par folie. Les armes de guerre doivent être abolies avant qu'elles ne nous abolissent». Dans les années 60 seuls les États-Unis, l'URSS, la France et la Grande-Bretagne ainsi que leurs alliés de l'OTAN et du Pacte de Varsovie possédaient des armes nucléaires, pays qui, suivant les diktats des États-Unis et de l'URSS, étaient déjà déterminés à mettre en œuvre la doctrine du désarmement nucléaire, une thèse qui n'était pas partagée par Ben Gourion qui a secrètement travaillé contre la montre pour y parvenir malgré l'opposition frontale de Kennedy.

Kennedy s'était par ailleurs engagé en faveur du droit au retour des 800.000 Palestiniens expulsés de leurs foyers et villages en 1948 (nakba), pour lequel la délégation américaine à l'ONU présenta une proposition le 20 novembre 1963. Même s'il n'a plus eu le temps de comparer les réactions du gouvernement israélien puisqu'il a été assassiné 2 jours plus tard. Cet assassinat a donné à Israël le feu vert du président Johnson pour achever son projet nucléaire, même s'il a fallu attendre 1986 pour qu'il soit démontré de manière fiable qu'Israël avait secrètement obtenu la bombe atomique (1967), grâce à [la publication](#) par le *Sunday Times* de plusieurs photos du complexe nucléaire secret de Dimona pris par le technicien israélien Mordechai Vanunu.

Kennedy, la bête noire de l'establishment. Jusqu'à Eisenhower, la CIA n'était que l'organisation centrale de renseignement du gouvernement des États-Unis et était à l'origine de multiples tâches consistant à former des insurgés et à déstabiliser les gouvernements contrairement aux politiques du Pentagone, mais le lobby financier et l'industrie militaire (tous deux engloutis par le lobby juif) ne pouvaient pas le faire résister à la tentation de créer un gouvernement de facto manipulant les tenants et les aboutissants du pouvoir, conduisant à l'apparition d'une nouvelle entité réfractaire à l'opinion publique et au contrôle du Congrès et du Sénat des États-Unis (la CIA parallèle).

Ainsi, un an avant la fin de son mandat, le président Eisenhower a prononcé un discours prémonitoire de la mutation ultérieure du «Campus» initial vers le gouvernement fantôme qui protège actuellement la démocratie américaine et dont tous les présidents sont les otages démocratiquement élus: «Dans les conseils de gouvernement, nous devons être attentifs à l'acquisition d'une influence illégitime, projetée ou non par le complexe militaro-industriel. Le risque de développement d'un pouvoir usurpé existe et persistera, mais nous ne permettrons jamais le poids de cette conjonction menace nos libertés ou nos processus démocratiques».

Dès lors, son successeur, JFK, débuta son mandat en succédant au légendaire directeur général de la CIA, Allen Dulles, et tenta également de remplacer le légendaire Hoover du FBI par Edward Kennedy et de désinfecter l'établissement des virus pathogènes inoculés par pression du lobbying, dans une vaine tentative d'obtenir l'intronisation du royaume de Camelot pendant plusieurs générations après la nomination de Robert Kennedy au poste de procureur général.

Kennedy était conscient de la difficulté de lutter contre la CIA, une organisation qui serait «de facto» le véritable détenteur du pouvoir de l'ombre car profondément ancré dans tous

les appareils de pouvoir des États-Unis (à leur tour engloutis par le lobby juif) et qu'il aurait déclaré le président Kennedy comme sa «bête noire» après le fiasco bien connu de l'invasion de la Baie des Cochons (avril 1961) et l'issue de la crise des missiles (Cuba, 1962), au cours de laquelle les négociations entre Khrouchtchev et Kennedy ont annulé le projet de la CIA d'envahir l'île.

Ainsi, dans un discours à l'Université de Columbia le 14 novembre, il a reconnu qu'«il y a une forte pression de la part de groupes puissants aux États-Unis pour transformer la position de président en quelque chose de purement figuratif» et c'est ainsi que le 21 novembre 1963, il a été contraint de signer le décret 11490, «qui permet au gouvernement de prendre des mesures exceptionnelles en cas d'urgence, même pour n'importe quelle dictature».

Malgré tout et fidèle à son esprit rebelle, il poursuit sa croisade pour reconvertir la CIA en un appareil contrôlable par le pouvoir politique et peu avant de partir pour Dallas, il commente à ses proches conseillers: «Nous devons affronter la CIA...», et le même jour, un émissaire secret de Kennedy entamait les premières négociations avec Fidel Castro pour parvenir à une solution pragmatique et acceptable pour les deux parties. Cela représentait un ordre clair pour l'exil anticastriste et la CIA, de sorte que ses dirigeants ont procédé à la gestation d'un complot endogène qui a été responsable du coup d'État contre la légalité démocratique du système politique américain qui a abouti à l'assassinat de Dallas (Texas, 1963).

Ce complot serait une véritable œuvre d'ingénierie labyrinthique qui aurait comme cerveaux la CIA et le Mossad israélien susmentionnés et comme collaborateurs nécessaires les exilés anticastristes à Miami ainsi que le FBI de Hoover et qui aurait comme dommage collatéral la naissance d'un système politique supervisé par le «pouvoir de l'ombre». Depuis lors, tous les présidents américains élus successivement ont été retenus en otages (selon les aveux prétendument faits par le Premier ministre israélien Ariel Sharon au ministre des Affaires étrangères de l'époque, Shimon Peres, en octobre 2001: «Nous, le peuple juif, nous contrôlons les États-Unis et les Américains le savent» et ce faisant, JFK a atteint l'apogée du mythe.

Germán Gorraiz López, analyste politique

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)
Copyright © [Germán Gorraiz López](#), [Observateur continental](#), 2023

Articles Par : [Germán Gorraiz López](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien

vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca